

« Week-end de révolte de gauche » : faisons front pour des revendications contre le gouvernement, le patronat et leur pacte de responsabilité !

Contre la montée de l'extrême droite



Même si les manifestations du 1er février en soutien au droit à l'IVG sont parvenues à réunir plus de monde que prévu, les mobilisations de la période restent dominées par l'influence évidente des réactionnaires. Le « jour de colère » du 26 janvier comme la manifestation des réactionnaires contre l'IVG et l'évolution du modèle familial témoignent d'une dégradation toujours plus inquiétante du rapport de force, avec des slogans qui rappellent les heures les plus noires de la mémoire ouvrière.

Alors que nos pires ennemis prennent confiance, nos allié-e-s les plus déterminé-e-s s'épuisent dans des luttes dispersées, isolées, abandonnées. Car la résistance et la colère existent bien dans notre camp, mais elles ne trouvent pas de débouchés... en tout cas pas dans la lutte des classes. Les directions du mouvement ouvrier, syndicales notamment, accusent la démoralisation ambiante. Mais ce sont les directions syndicales elles-mêmes qui acceptent la mascarade du « dialogue social », refusent de mener le combat et décrédibilisent ainsi la lutte collective !

Ainsi, la CFDT s'est déclarée prête à négocier le « pacte de responsabilité » annoncé par Hollande et applaudi par le patronat, qui prévoit de casser la branche familiale de la Sécurité sociale. FO s'est en revanche prononcée contre ce pacte, pour la défense de la Sécurité sociale, proposant une journée d'action le 18 mars. Cette initiative pourrait être un point d'appui si elle devient la première étape vers la construction d'un mouvement d'ensemble. Mais Thierry le Paon, secrétaire général de la CGT, annonçant son accord de principe pour des manifestations le 18 mars, précise qu'il est hors de question pour lui de dénoncer le « pacte de responsabilité »... Il propose de mettre en avant les mêmes thèmes vagues qui empêchent toute mobilisation, comme vient de le prouver l'échec de la journée CGT du 6 février... Une fois de plus, au moment où le

gouvernement et le patronat redoublent leurs attaques contre les travailleurs/ses, les directions syndicales refusent de les mettre en échec !

Quelles bases pour un accord ?

En réponse à cette atmosphère délétère, le NPA a proposé aux « organisations qui ne participent pas à la majorité gouvernementale » d'organiser en commun un « week-end de révolte de gauche ». L'intention de stopper les attaques du gouvernement et du patronat en agrégeant largement les forces combattives est évidemment juste. Mais prenons garde à ce qu'elle ne devienne pas une fausse bonne idée.

En effet, l'objectif de cette initiative doit encore être discuté avec les organisations qui voudront s'y associer. Pour qu'elle permette de dynamiser le mouvement ouvrier et développer la conscience de classe, elle ne doit pas être enfermée dans la lecture politique gauche/droite. Se limiter au plus petit dénominateur commun pour provoquer un sursaut du « peuple de gauche » ne serait pas une solution, ni même un premier pas, pour reconstruire le rapport de forces. Un certain nombre d'ouvrier-e-s et de jeunes sensibles à nos idées ne se revendiquent pas particulièrement de gauche, mais ils n'en sont pas moins révoltés contre le patronat et « le système ». Dans ce contexte, ce serait une erreur de se focaliser sur la réaffirmation d'une quelconque « identité de gauche », forcément encore associée au PS.

Surtout, rassembler sur la base de la notion floue « à gauche du PS » risque d'ouvrir la porte au « front social et politique », c'est-à-dire à un accord programmatique avec le Front de gauche et notamment avec le PG de Mélenchon. C'est bien ainsi que l'entendent le PG dans sa réponse positive au NPA, LO dans sa réponse négative (par ailleurs sectaire, car la base d'accord n'est pas encore faite !)... et une partie de la direction du NPA (comme le prouve la multiplication de listes communes pour les municipales). Face à cet écueil, nous devons opposer l'objectif d'un véritable « front unique ouvrier », c'est-à-dire un accord avec les organisations du mouvement ouvrier (syndicats, PC, PG, LO, POI...) sur la base des revendications de notre classe : contre l'austérité et la dette publique, contre l'ANI et son application, pour l'arrêt des suppressions de postes dans les services publics et des plans de licenciement, pour la coordination des boîtes en lutte... Et, étant donné la gravité de l'attaque de Hollande sur la Sécurité sociale et notre salaire socialisé, nous devons convaincre les autres organisations de revendiquer centralement le retrait pur et simple du pacte de responsabilité.

Pour un week-end de révolte... de classe !

Ainsi, contrairement aux manifestations sans revendications claires et sans lendemain des directions syndicales, ce week-end de révolte et de lutte de classe doit être un levier pour rassembler et entraîner notre camp autour de batailles identifiées contre le gouvernement et le Medef.

Nous ne devons pas nous limiter aux appels d'organisations car elles entraînent de moins en moins leur base, même si elles restent hégémoniques. Il faut aussi chercher le soutien d'équipes et de militant-e-s syndicaux/ales combatif/ves. Il est nécessaire de multiplier les prises de position de structures syndicales à tous les niveaux et de lancer une pétition de syndicalistes, comme en 1995, 2003 et 2010, contre le pacte de responsabilité.

Enfin, il faut organiser dans les lieux de travail des réunions avec les travailleurs/ses, syndiqué-e-s ou non, pour les informer et préparer le combat en fixant l'objectif de gagner par l'auto-organisation et la grève.

C'est ainsi que le « week-end de révolte » pourra être celui de notre classe, des travailleur/ses et des jeunes, et devenir la première étape dans la construction d'un mouvement d'ensemble, vers une grève générale, seul moyen d'arracher des vraies victoires.

Constanza Marcia, le 13 février 2014